

DANS L'ACTUALITE du 11 au 13 octobre 2016

Textes officiels

JORF n° 0239 du 13 octobre 2016

[Avis relatif aux index nationaux du bâtiment, des travaux publics et aux index divers de la construction \(référence 100 en 2010\) et à l'indice de réactualisation des actifs matériels dans la construction de juillet 2016](#)

Jurisprudence

Une décision prise pour exécuter une ordonnance de référé suspension est elle-même provisoire

[CE 7 octobre 2016 Commune de Bordeaux, req. n° 395211](#)

Servitudes d'utilité publique affectant l'occupation des sols

[CAA Marseille 6 octobre 2016 l'ADRIPT, req. n° 14MA02197](#)

Devoir de conseil du maître d'œuvre et faute du maître d'ouvrage

[CAA Marseille 3 octobre 2016 la SMABTP, req. n° 14MA05228](#)

Mémoire en réclamation et travaux supplémentaires

[CAA Marseille 3 octobre 2016 société Sogev, req. n° 15MA01607](#)

Réponse ministérielle

Question écrite Sénat n° 20336 du 6 octobre 2016 - [Règles de constructibilité dans le cadre de la loi "montagne"](#)

Question écrite Sénat n° 19995 du 6 octobre 2016 - [Mesures compensatoires des impacts sur le milieu naturel des projets éoliens](#)

Vu par ailleurs

République numérique

Les mesures de la loi République numérique qui entrent en vigueur pour le BTP

[La loi pour une République numérique a été publiée au « Journal officiel » du 8 octobre. De nombreuses dispositions impactant entreprises et personnes publiques sont d'application immédiate.](#)

Source : le Moniteur du 10/10/2016

Contrat public

Une délégation, plusieurs services publics

[Par une décision rendue le 21 septembre, le Conseil d'Etat considère qu'une autorité délégante peut confier, par une seule délégation de service public, plusieurs services publics.](#)

Source : la gazette des communes du 12/10/2016

Réforme des marchés publics : et maintenant ?

[De possibles ajustements des textes régissant la commande publique, quelque trois mois après l'entrée en vigueur de la réforme, sont à prévoir. C'est ce qu'a notamment laissé entendre la Direction des affaires juridiques \(DAJ\) du ministère de l'Economie et des Finances lors de la 175e session d'études de l'Association pour l'achat dans les services publics \(Apasp\) qui s'est tenue les 3 et 4 octobre.](#)

Source : localtis.info du 11/10/2016

Urbanisme

Lotissements: les géomètres-experts augmentent la mise

La profession, par la voie de son Ordre, demande au gouvernement de ne pas descendre en dessous de 10 000 m² pour le futur seuil de recours à l'architecte. Une proposition bien supérieure à celle formulée par les architectes et les aménageurs-lotisseurs. La négociation s'annonce musclée.

Source : le Moniteur du 11/10/2016

« Inventons la métropole du Grand Paris » : 61 sites retenus

Un total de 225 hectares sur 61 sites répartis dans toute l'Ile-de-France ont été retenus en vue de l'appel à projets « Inventons la Métropole du Grand Paris », aux fins de « bâtir la ville innovante, durable et solidaire du XXI^e siècle ».

Source : le Moniteur du 10/10/2016

Environnement / Energie

Lancement de la Charte de participation du public

Après le volet législatif - concrétisé par la parution de deux ordonnances (lire nos articles ci-contre) -, le ministère de l'Environnement poursuit la réforme du dialogue environnemental, en publiant, ce 11 octobre, une Charte de la participation du public.

Source : localtis.info du 13/10/2016

Ségolène Royal présente les textes sur le « permis environnemental unique »

Ségolène Royal soumet aujourd'hui à consultation du public, l'ordonnance et le décret qui permettront de généraliser et de mettre en place le « permis environnemental unique », en l'inscrivant définitivement dans le code de l'environnement.

Source : developpement-durable.gouv.fr du 12/10/2016

80 nouveaux territoires rejoignent la communauté des TEPCV

[Ségolène Royal, ministre de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer, a reçu 80 territoires lauréats de l'appel à projet Territoires à énergie positive pour la croissance verte \(TEPCV\), mardi 11 octobre 2016 au ministère. Ces nouveaux lauréats rejoignent la communauté des 400 territoires engagés pour la transition énergétique et la croissance verte. A cette occasion, la ministre a présenté aux élus les actions contribuant à la mise en œuvre de la COP21 au niveau local.](#)

Source : developpement-durable.gouv.fr du 11/10/2016

Collectivités territoriales

Loi Lemaire : ce qui va changer pour les collectivités

[Après la promulgation de la loi pour une République numérique le 7 octobre s'ouvre le chantier de l'application. Celui-ci débutera avec la publication d'une "quarantaine" de textes réglementaires dans les six mois.](#)

Source : localtis.info du 12/10/2016

Les intercommunalités sont-elles prêtes à relever le défi du développement économique ?

[Au 1er janvier 2017, les intercommunalités récupèrent les leviers du développement économique sur leurs territoires. À travers sa dernière étude, l'Assemblée des communautés de France dresse un état des lieux détaillé de la situation avant le grand chamboulement. Décryptage, en exclusivité, alors que la Convention nationale de l'ADCF se déroule à Strasbourg, du 12 au 14 octobre.](#)

Source : la gazette des communes du 12/10/2016

Transport

Vu dans les revues

BJCP n° 108 septembre-octobre 2016 p.317, *Regards publicistes sur la réforme du droit des contrats*, par Marion Ubaud-Bergeron et Pierre-Yves Gahdoun

BJCP n° 108 septembre-octobre 2016 p.365, *Le long délai mis par un maître d'ouvrage à prononcer des pénalités de retard en affecte-t-il la légalité ? Quels critères prendre en compte pour apprécier le caractère manifestement excessif du montant des pénalités de retard ?*, conclusions Olivier Henrard

BJCP n° 108 septembre-octobre 2016 p.378, *Les ARS sont-elles des tiers privilégiés, au sens de la jurisprudence Tarn-et-Garonne, pouvant de ce seul fait contester la validité des marchés des établissements publics de santé ?*, conclusions Gilles Pellissier

BJDU n° 5/16 septembre-octobre 2016 p. 327, *Opération complexe et préemption. Retour sur une question délicate et controversée*, par Elise Carpentier

BJDU n° 5/16 septembre-octobre 2016 p.344, *A quelles conditions peut être autorisé, sur un emplacement réservé, un projet non conforme à sa destination ?*, conclusions Suzanne von Coester

BJDU n° 5/16 septembre-octobre 2016 p. 360, *La délivrance d'un permis de construire sur un terrain issu d'une division réalisée légalement sans autorisation de lotir avant le 1^{er} octobre 2007 nécessite-t-elle aujourd'hui une régularisation ?*, conclusions Jean Lessi

RDI n° 10 octobre 2016 p.524, *La nouvelle réforme du droit des marchés publics*, par Frédéric Allaire

Presse

[Le chantier géant de la Samaritaine](#)

[Le chantier titanesque de transformation du célèbre magasin parisien générera 110.000 mètres cubes de déchets, dont 35 % transiteront sur le fleuve.](#)

Source : les Echos du 12/10/2016